

Le .FR en 2023

Mars 2024



SOMMAIRE

Définitions.....	4
Préambule.....	5
Résumé.....	6
1. Croissance du .FR.....	8
2. Parts de marché en France	10
3. Activité du .FR.....	13
4. Formation du solde net du .FR.....	17
5. Paramètres clés du .FR.....	19
5.1. Un taux de création en reprise.....	19
5.2. Un taux de maintenance en baisse en 2023.....	21
5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication	23
5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998	26

6. Concentration du marché du .FR	27
7. Répartition des .FR sur le territoire national.....	33
8. Titulaires étrangers	36
9. DNSSEC.....	38
10. Noms en caractères accentués sous .FR.....	40
11. Dépôts en mode multi-années.....	41
12. Le .FR et la création d'entreprises	43
13. Perspectives 2024 du .FR.....	47
14. Annexe : Données sources des graphiques	49

Définitions

TLD (top-level domain) : extension de premier niveau. Le .FR, le .ORG sont des extensions de premier niveau.

ccTLD (country-code top-level domain) : extension de premier niveau correspondant à un territoire ou à un pays. Le ccTLD de la France est .FR, mais il existe d'autres ccTLD français comme le .RE (Île de la Réunion), le .PM (Saint-Pierre et Miquelon) etc.

gTLD (generic top-level domain) : extension générique, non rattachée à un pays ou à un territoire particulier. Le .COM, le .NET, le .ORG sont des gTLD.

Legacy gTLD : extension générique créée avant 2014. Ce sont des extensions « historiques » comme les .COM, .NET, .ORG ou plus récentes (2001-2004) comme les .INFO, .BIZ, .MOBI, etc.

nTLD (new top-level domain) : extension générique créée après 2014. Les nTLD se répartissent en plusieurs sous-segments comme les geoTLD (régions, villes...), les community TLD (à caractère communautaire), les .BRAND (extensions correspondant à de grandes marques) ou les nTLD génériques (termes usuels du dictionnaire).

Préambule

Sa position d'office d'enregistrement du .FR permet à l'Afnic d'observer le phénomène de l'adaptation de la société française à ces conditions particulières, notamment sous l'angle de la dynamique de la transformation numérique.

Si l'on s'en tient au seul marché des noms de domaine en France, la pérennisation de certains acquis de la transformation numérique s'est vue confirmée en 2023. Le record historique de créations obtenu en 2020 (793 000) a ainsi été dépassé (801 000).

Ce rapport détaille l'activité du .FR au cours des mois écoulés. Il permet aussi d'obtenir des clés de lecture de tendances plus générales en essayant d'anticiper ce qu'elles pourraient être en 2024.

Résumé

Le .FR comptait 4 133 832 noms en stock au 31/12/23, contre 3 996 245 au 31/12/22.

Il a vu sa croissance passer de 2,9 % en 2022 à 3,4 % en 2023, avec des créations en hausse de 6,4 % et des suppressions en hausse de 7,0 % (soit deux fois la croissance du stock en 2022).

Ces variations sont les conséquences à moyen terme d'une accélération brutale de la transformation numérique au moment du Covid, qui a incité de nombreuses TPE/PME à développer leurs activités sur internet. Après un « retour à la normale » en 2021/2022, l'année 2023 a été marquée par une légère augmentation de la croissance qui mérite encore d'être confirmée dans un environnement économique particulièrement incertain.

La part de marché du .FR en France est en progression constante, s'établissant à 40,3 % contre 39,4 % à la fin 2022.

Le taux de maintenance s'est en revanche légèrement dégradé, s'établissant à 83,4 % contre 83,5 % en 2022. La structure d'ancienneté des noms en .FR a jusqu'à présent contribué à sa stabilité mais le taux de suppression des noms arrivant à échéance pour la première fois (fin de 1^{ère} année) est plus bas que d'habitude (66 % contre 68-70 %). Ceci pourrait être le signe avant-coureur d'une évolution dans la composition qualitative du portefeuille du .FR, assortie à une plus forte volatilité. Toutefois ce constat est à mettre en perspective avec les gains du .FR en part de marché : les phénomènes à l'œuvre sous cette extension touchent aussi ses concurrentes, et apparemment plus fortement.

La « déconcentration » du .FR est toujours à l'œuvre, les créations étant moins concentrées que le stock. Cependant les créations ont regagné en concentration en 2023, comme si le retour au fonctionnement « naturel » du marché profitait aux leaders qui n'avaient pas su ou pu s'adapter aux circonstances spéciales créées par le Covid.

Les dynamiques régionales traduisent toujours un « rattrapage » de certaines régions rurales en termes de croissance, bien que les poids des régions dans le portefeuille de .FR déposés varient peu et soient liés à la présence de centres urbains et économiques importants. Sur le long terme, l'Île de France est la grande perdante, même si elle reste de loin la région où le nombre de .FR est le plus important (28 % du stock).

Les défaillances accrues d'entreprises reflètent un réajustement des « anomalies » de la période 2020-2021 aussi bien que la morosité de la situation économique actuelle. Elles peuvent peser sur les renouvellements mais aussi sur les créations, en décourageant des projets d'investissement ou de développement des dispositifs de présence sur internet. A contrario, les difficultés économiques pourraient créer des incitations nouvelles pour les entreprises à envisager de nouveaux canaux de génération de prospects et de distribution, notamment via internet.

1. Croissance du .FR

La croissance du .FR s'est établie à 3,4 % en 2023, après les années atypiques que furent 2020 (impact du Covid, + 7,0 %), 2021 (retour progressif à la normale, + 5,8 %) et 2022 (fin du retour à la normale, + 2,9 %). Avec cette reprise à la hausse de la croissance, 2023 pourrait marquer le début d'une nouvelle période de développement du .FR.

La croissance de ce TLD est toujours restée supérieure à celle du marché français toutes extensions confondues, qui a connu une croissance plus faible en 2023 qu'en 2022 notamment du fait de l'affaissement du .COM (+ 1,1 % contre + 1,3 % en 2022 et + 3,6 % en 2021).

La croissance des ccTLD de l'Union européenne (hors .UK) s'inscrit dans la même dynamique que celle du .FR, avec une légère reprise (+ 1,8 % en 2023 contre + 1,6 % en 2022).

La croissance du marché mondial enfin a poursuivi sa hausse, surtout du fait des nTLD (+ 2,7 % en 2023 contre + 1,9 % en 2022 et + 0,5 % en 2021, ces chiffres étant encore des estimations en l'absence de données définitives au 31/12/23).

On observe qu'après des années très contrastées, les croissances des différents segments ont toutes tendu à se « rejoindre » en 2022 en convergeant vers la fourchette 2 – 3 %. En 2023, tous les segments ont connu une hausse bien qu'à des degrés divers, le marché français global étant atypique, comme nous l'avons déjà indiqué, du fait de la perte de vitesse du .COM en France.

Évolution des croissances annuelles

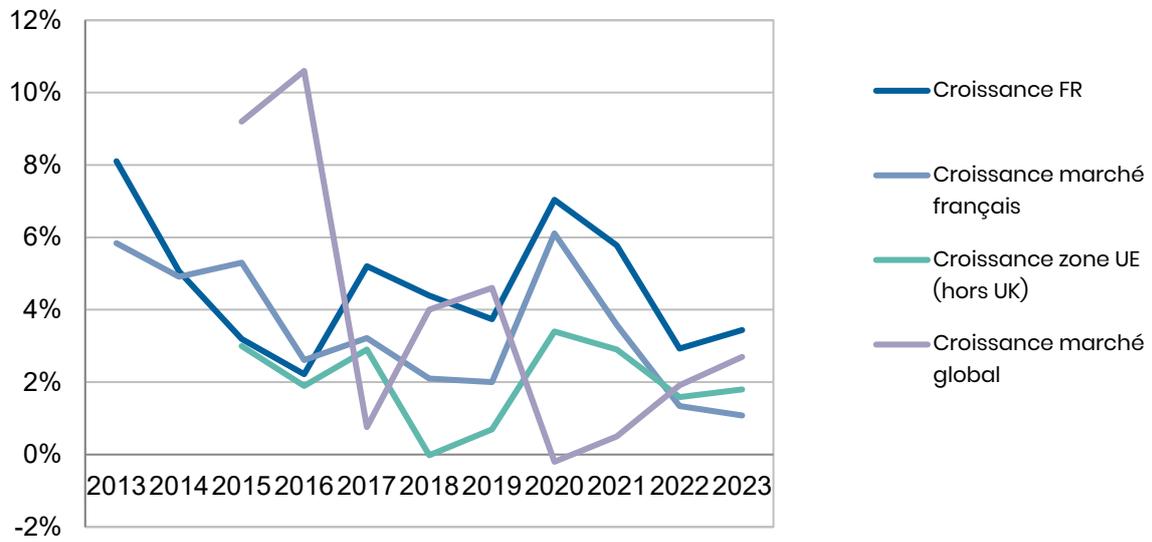


Figure 1 : Évolution des croissances annuelles (2013 – 2023)

(Tableau des chiffres de la figure 1)

2. Parts de marché en France

Le .FR ayant continué à croître plus vite que son marché local en 2023 (cf. Fig. 1), sa part de marché était de 40,29 % à la fin 2023 (contre 39,36 % fin 2022). Cette part de marché représente un nouveau plus haut historique pour le .FR.

Le gain de part de marché a donc été de 0,9 point en 2023, tandis que le .COM a pour sa part perdu 0,8 point. Le différentiel entre les deux extensions a continué d'évoluer à l'avantage du .FR en 2023.

	2019	2020	2021	2022	2023	Total
.FR	0,5	0,3	0,8	0,6	0,9	+ 3,1
.COM	0,6	- 0,6	0,6	- 0,5	- 0,8	- 0,7
Autres Legacy	-0,8	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,2	- 1,9
Autres ccTLD	- 0,2	- 0,4	- 0,2	- 0,1	0,0	- 0,9
nTLD	- 0,1	1,0	- 0,9	0,3	0,1	- 0,4

Tableau 1 : Variations des parts de marché en France (2018 – 2022)

Le Tableau 1 permet de visualiser le détail des « gains » et des « pertes » de parts de marché sur les cinq dernières années. Pendant cette période, la situation du .FR s'est améliorée de manière constante avec au total un gain de 3,1 points. Le .COM a de son côté perdu 0,7 point, les Autres Legacy perdu 1,9 point, les Autres ccTLD 0,9 point, les nTLD 0,4 point.

L'année 2023 a confirmé la solidité du .FR sur son marché, tandis que le .COM poursuit son déclin amorcé en 2022. Après une mauvaise année 2022 au niveau mondial (première perte en stock enregistrée depuis plus de 20 ans), le .COM semble en passe de terminer 2023 à l'équilibre ou légèrement dans le rouge. Cette atonie favorise les gains de parts de marché par les ccTLD dynamisés par l'accélération de la transition numérique (le cas du .FR n'étant pas une exception).

Ces données pluri annuelles font en tout état de cause apparaître une réelle « préférence » en France pour le .FR, constante dans la durée.

Les pertes de parts de marché des autres segments peuvent s'expliquer par les mêmes facteurs que les années précédentes : déposés plutôt à titre défensif, les « Autres Legacy » souffrent de « nettoyages de portefeuilles » que ne viennent pas compenser de fortes créations.

Les nTLD pour leur part fonctionnent selon deux logiques bien différentes. D'un côté, les nTLD « low cost » attirant des créations d'aubaine et connaissant ensuite de faibles taux de maintenance. De l'autre, les nTLD plus « classiques » contraints par les charges fixes imposées par l'ICANN et par leurs volumes relativement faibles à pratiquer des tarifs qui les rendent moins compétitifs tout en ne leur permettant pas de dégager des marges suffisantes pour financer les opérations de promotion dont ils auraient besoin pour se faire connaître de leurs cibles.

La Figure 2 ci-dessous montre que sur une longue période, la réalité du marché est celle des usages, et que le grand défi pour les extensions « secondaires » comme les Autres Legacy, ou nouvelles venues sur le marché, comme les nTLD, est de réussir à s'ancrer dans des usages réels.

Évolutions des parts de marché en France

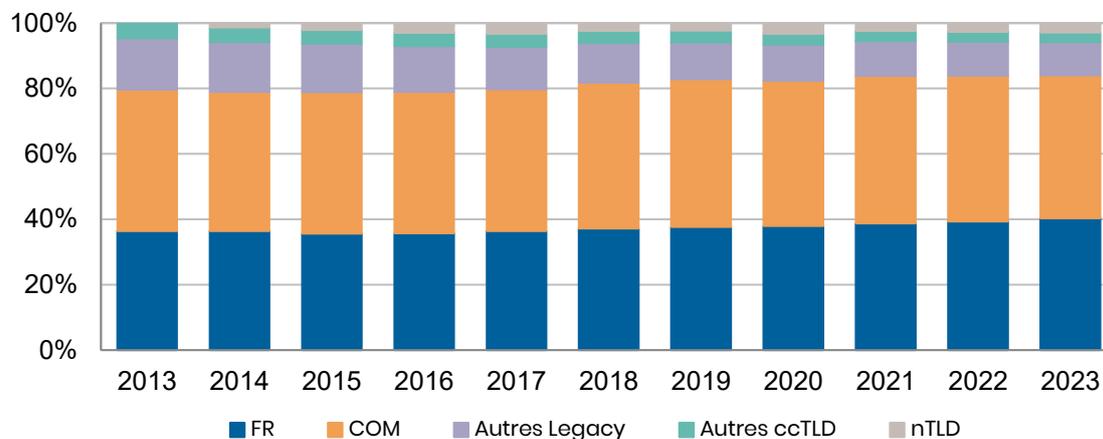


Figure 2 : Évolution des parts de marché en France (2013 – 2023)

(Tableau des chiffres de la figure 2)

Les données des TLD autres que le .FR sont des estimations fournies par ZookNIC.

De ce fait, la pérennité et le succès d'une extension sont moins mesurables par les volumes de stocks ou par les dynamiques des créations que par l'utilisation réellement faite des noms. Cette dimension est aussi malheureusement l'une des plus complexes à évaluer et pour l'instant nous ne sommes pas en mesure de proposer des données fiables à ce sujet.

3. Activité du .FR

L'activité du .FR a été marquée en 2023 par une augmentation significative des créations (+ 6,4 % après les contractions de 2021 et de 2022). Un nouveau plus haut historique a été atteint avec 801 427 créations, première fois où le seuil des 800 000 créations annuelles a été dépassé.

Les suppressions ont pour leur part augmenté de 7 % (contre + 13 % en 2022), avec pour conséquence une détérioration du taux de maintenance qui est passé de 84,6 % à 83,5 % en 2022 et 83,4 % en 2023, pour une moyenne de 83,6 % sur la période 2019 – 2023.

Le bon niveau des créations prouve que le phénomène d'accélération de la transformation numérique s'est pérennisé au travers d'une activité soutenue de créations de sites internet. Pour autant, l'augmentation des suppressions, supérieure à la croissance du stock en 2022, pourrait être l'indice d'une volatilité plus forte des créations, qui sont moins renouvelées en fin de première année comme nous le verrons ci-dessous.

Au-delà des « déçus » de la transition numérique, le contexte économique peut expliquer ce phénomène (augmentation significative des défaillances d'entreprises).

Le Tableau 2 présente les écarts par nature de flux.

Flux	2022	2023	Variation (abs)	Variation (%)
Créations	753 412	801 427	+ 48 015	+ 6,4 %
Suppressions nettes ¹	639 367	683 867	+ 44 500	+ 7,0 %
Solde net	113 757	117 560	+ 3 803	+ 3,3 %

Tableau 2 : Flux d'activité du .FR en 2022

La Figure 3 présente l'évolution des flux du .FR depuis 2013 et permet de visualiser les niveaux habituels de créations, de suppressions et de solde net.

¹ Les Suppressions nettes correspondent aux Suppressions brutes minorées des opérations de « restauration » de noms supprimés puis conservés par leurs titulaires, et majorées des suppressions menées à l'initiative de l'Afnic notamment dans le cadre d'opérations de vérifications.

Évolution de l'activité du .FR

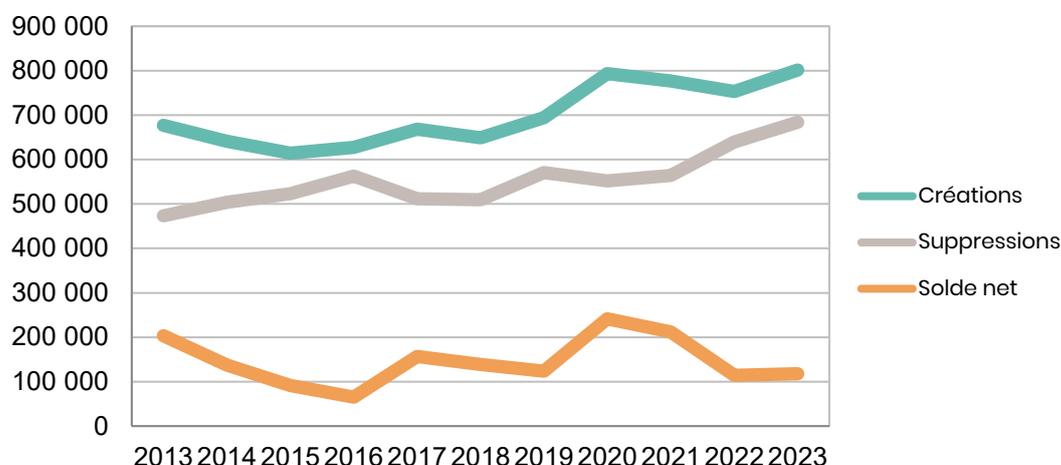


Figure 3 : Évolution de l'activité du .FR (2013 – 2023)

(Tableau des chiffres de la figure 3)

Après un pic en 2012, les créations ont oscillé entre 600 et 700 000 par an de 2013 à 2019. Elles ont dépassé les 700 000 en 2020 et se sont maintenues au-dessus de ce seuil en 2021 et 2022, avant de franchir les 800 000 en 2023.

Pour leur part, les suppressions ont évolué entre 2013 et 2021 dans le canal de 500 000 à 600 000 avec deux pics en 2016 et 2019 liés à des incidents ponctuels. Les 600 000 suppressions ont été franchies en 2022, avec un taux de maintenance en repli par rapport à 2021 (83,5 contre 84,6²). L'évolution de 2023 montre une tendance à l'accélération pouvant

² Le Taux de maintenance est calculé par la formule suivante : $(\text{Stock } 01/01/24 - \text{Créations } 2023) / \text{Stock } 01/01/23$. Il mesure donc la proportion de noms présents au 01/01/23 qui étaient toujours présents au 01/01/24. Les puristes distinguent ce Taux de maintenance du Taux de renouvellement, qui mesure la proportion de noms renouvelés parmi ceux qui arrivaient à échéance dans une période considérée. Pour des raisons de benchmark, nous

laisser penser que la barre des 700 000 suppressions pourrait être franchie en 2024. Si ce raisonnement pessimiste était confirmé, le taux de maintenance du .FR serait plafonné à 83,1% en 2024.

préférons utiliser le Taux de maintenance qui peut être calculé sans disposer des dates d'échéances des noms renouvelés.

4. Formation du solde net du .FR

L'étude des composantes du solde net et de leurs évolutions met en évidence les dynamiques sous-jacentes aux performances étudiées ci-dessus.

La Figure 4 représente les variations des renouvellements et des créations d'une année sur l'autre, leur addition formant le solde net.

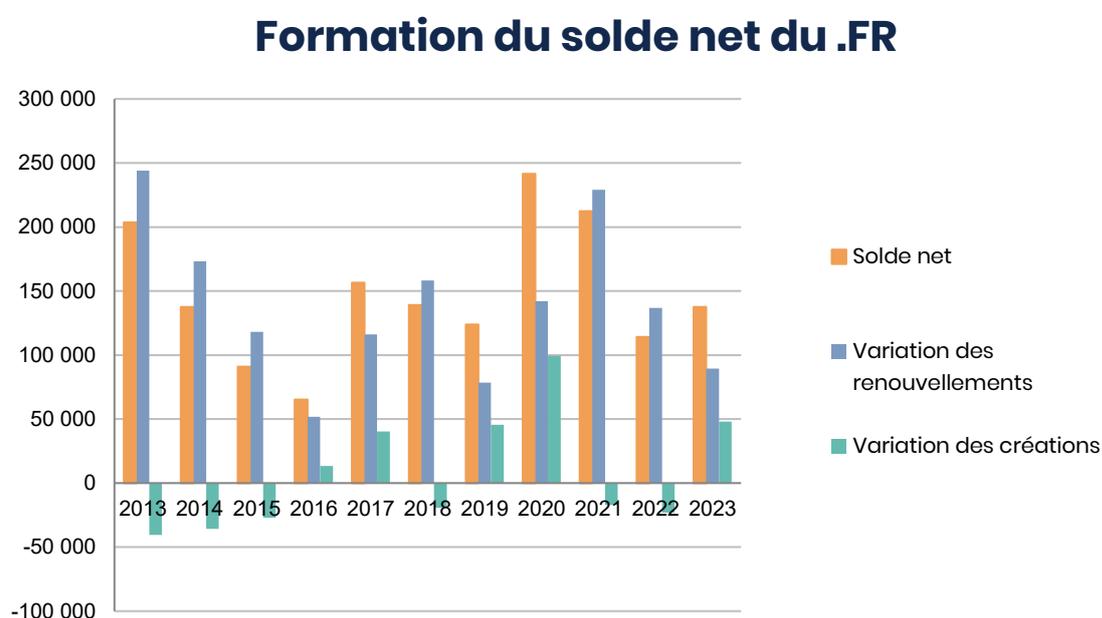


Figure 4 : Formation du solde net du .FR (2013 – 2023)

(Tableau des chiffres de la figure 4)

La variation des renouvellements a toujours été positive entre 2012 et 2023, traduisant le fait que le nombre absolu de noms renouvelés ne cesse de croître (2021 est la première année où plus de 3 millions de .FR ont été renouvelés, ce chiffre étant de 3 332 395 en 2023).

Après une année 2021 exceptionnelle avec presque + 250 000 noms renouvelés, la tendance 2022 et 2023 a été à une réduction de ces volumes, l'augmentation de 2023 (+ 50 000) étant compensée par le niveau des suppressions.

Le solde net 2023 s'inscrit dans une bonne moyenne (haut de la fourchette de 100 000 à 150 000 noms, qui a compris 7 années sur les 11 présentées dans la figure 4).

L'étude des « paramètres clés » du .FR permet d'explicitier ces éléments et d'illustrer le raisonnement mené en termes de prévisions d'activité.

5. Paramètres clés du .FR

5.1. Un taux de création en reprise

Le taux de création représente la part de noms créés dans l'année dans le stock en fin d'année.

Plus un TLD est « jeune » ou « dynamique », plus son taux de création est élevé. Ce taux tend à se réduire avec le temps, puisque le stock de noms augmente d'année en année et que l'effort à fournir en termes de créations (en valeur absolue) est mécaniquement de plus en plus important, si l'on veut conserver un pourcentage identique d'une année sur l'autre.

La figure 5 montre que le taux de création du .FR a perdu 4 points en 2013 – 2015, avant de connaître un palier en 2016 – 2017, de se dégrader en 2018 et de remonter en 2019 et en 2020. Cette évolution ne s'est pas poursuivie en 2021 et 2022, le taux de création du .FR retombant vers 19 %. Le niveau exceptionnel des créations 2023 lui a permis de revenir au-dessus des 19 %.

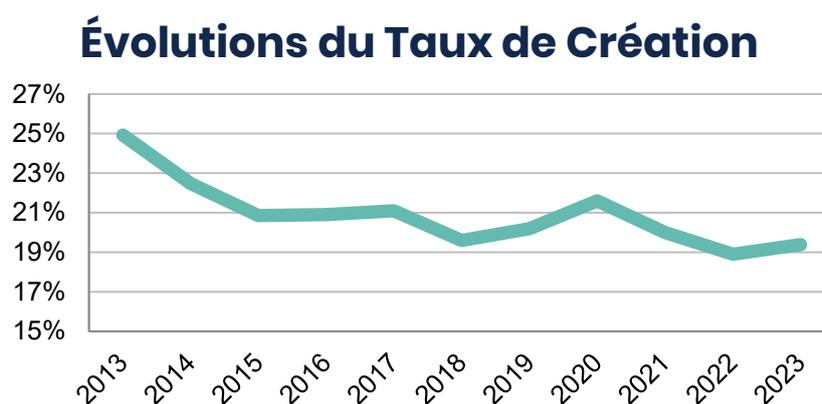


Figure 5: Variation du Taux de Création

(Tableau des chiffres de la figure 5)

Nous pouvons à présent évaluer la pertinence des scénarios évoqués en termes d'évolutions possibles au cours des deux dernières années. Nous évoquons deux possibilités :

- **un scénario optimiste, si la transformation numérique initiée en 2020 se poursuivait en assurant le maintien de la dynamique de créations ;**
- **un scénario pessimiste, si la crise économique venait réduire les investissements et dissuader les porteurs de projets potentiels de se lancer dans la création d'entreprise.**

La performance de 2023 montre que le .FR s'est clairement inscrit en 2023 dans le scénario optimiste, ce qui ne signifie pas pour autant que celui-ci puisse durer éternellement. Le maintien du taux de création à 19 % environ en 2024 serait en soi un beau succès.

L'évolution des créations hebdomadaires illustré dans la Fig. 5.1 permet d'expliquer pourquoi le nombre de créations fut plus élevé en 2023 qu'en 2022. De janvier à mai/juin 2023, les créations hebdomadaires sont restées très supérieures à leur niveau de 2022 durant la même période, poursuivant la tendance du 2^{ème} semestre 2022 (le mois de décembre excepté). Cette physionomie avait déjà pu être constatée dans les premiers mois de 2021.

Dans la suite, entre juin et décembre, le niveau des créations est resté globalement plus élevé qu'en 2022 mais en suivant de plus près la tendance saisonnière : déclin jusqu'à la fin août puis reprise forte à partir de septembre et creux marqué durant les dernières semaines de décembre (période des fêtes).

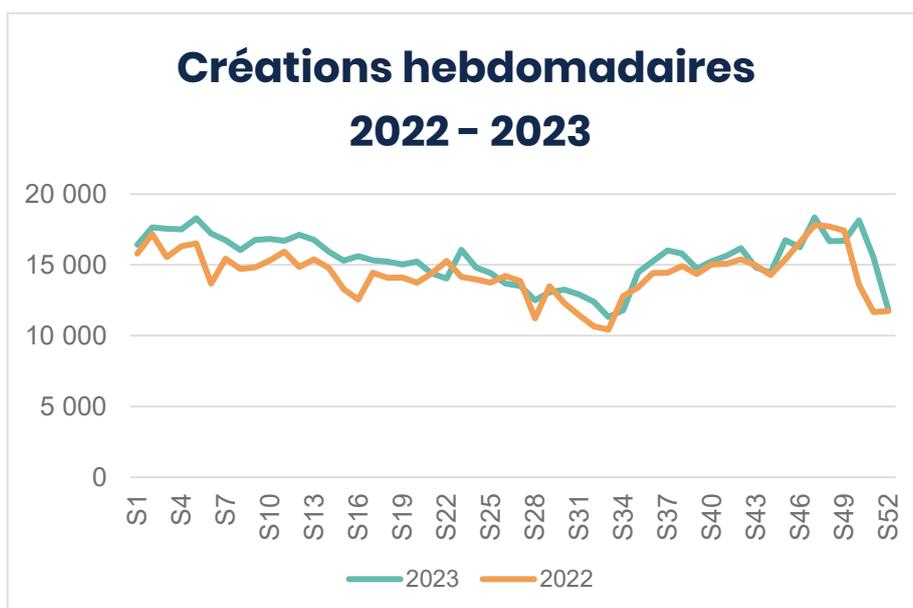


Fig. 5.1 – Comparaison des niveaux de créations hebdomadaires en 2022 et 2023

(Tableau des chiffres de la figure 5.1)

5.2. Un taux de maintenance en baisse en 2023

Le taux de maintenance est calculé en soustrayant les créations de l'année au stock de fin d'année, et en rapportant ce solde au stock en début d'année. Il mesure donc la proportion de noms existant en portefeuille en début d'année, qui n'ont pas été supprimés en fin d'année.

Ce taux de maintenance était en diminution en 2022 et 2023 du fait de l'augmentation des suppressions plus rapide que celle du stock.

Variation du Taux de Maintenance

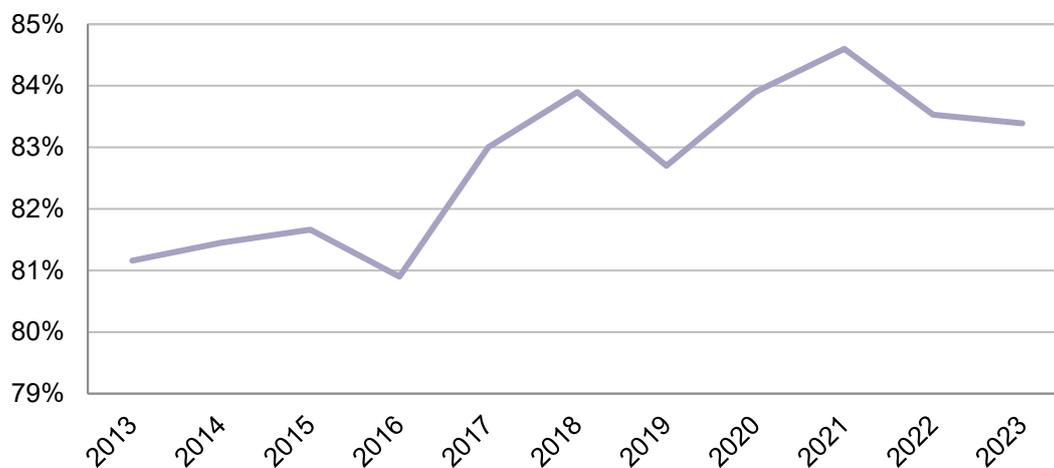


Figure 6 : Variation du taux de Maintenance

(Tableau des chiffres de la figure 6)

La figure 6 met en évidence que ce taux a sensiblement progressé sur une période longue (+ 3,5 points entre 2013 et 2021) avec des à-coups assez violents liés à des événements ponctuels (mise en place de systèmes de renouvellements automatiques par certains grands bureaux d'enregistrement, suppressions de portefeuilles de « domainers » non éligibles, conséquences des dépôts réalisés pendant le Covid, etc.

Les suppressions soutenues des années 2022 et 2023 ont pesé à la baisse sur le taux de renouvellement qui est revenu dans la fourchette 83 % - 84 % dans laquelle il évoluait entre 2017 et 2020.

En 2024, les conditions économiques (et notamment les défaillances d'entreprises) pourraient continuer à peser sur le taux de renouvellement, de même que la politique plus sévère de l'Afnic en termes de lutte contre les abus.

Enfin, le fort volume de créations de 2023 constitue un enjeu à lui tout seul, puisque qu'un taux de renouvellement des noms en fin de 1^{ère} année particulièrement élevé ou particulièrement bas impacterait lui aussi le taux de renouvellement global.

La structure du portefeuille de .FR par ancienneté de création est donc un facteur clé pour comprendre le mécanisme.

5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication

La Figure 7 ci-dessous montre la répartition des .FR par ancienneté au 31/12/23. Les noms créés en 2023 ont une ancienneté de 0 an, ceux de 2022 une ancienneté de 1 an, etc.

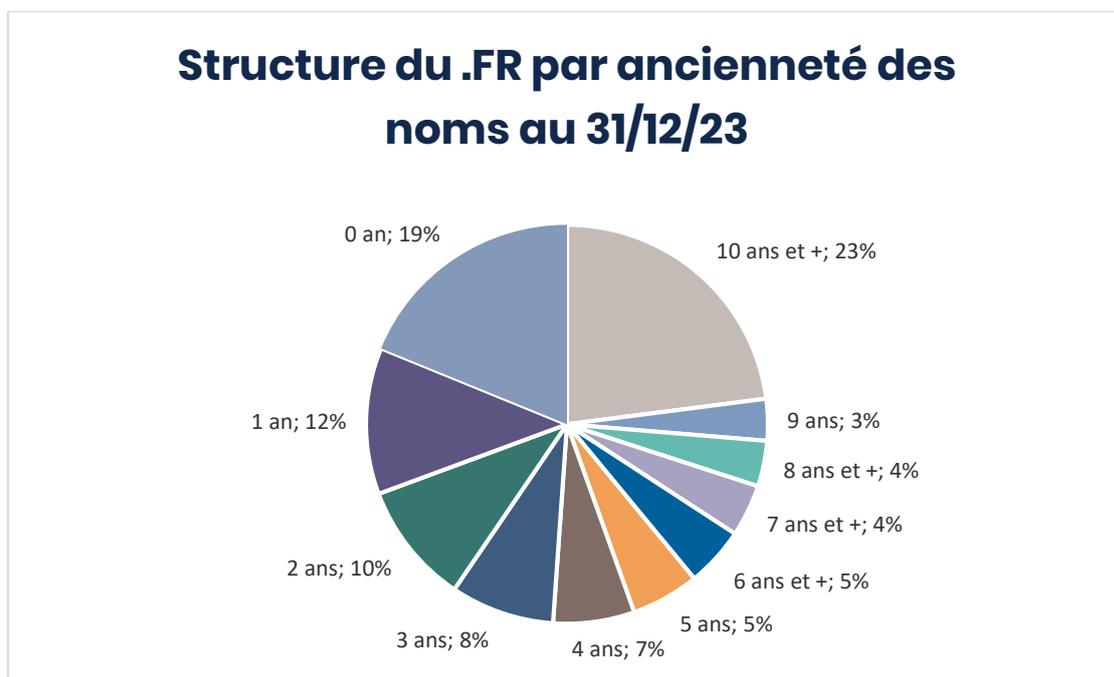


Figure 7 : Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/2022

(Tableau des chiffres de la figure 7)

Cette structure est très stable dans le temps, les noms créés durant l'année qui vient de s'écouler représentant généralement un peu moins de 20 % environ du stock (ceci correspondant au Taux de création). On peut discerner trois tiers : les noms créés en 2022 et 2023 (31 % contre 32 % au 31/12/22), les noms ayant une ancienneté de 2 à 6 ans (35 % contre 36 %) et les noms ayant une ancienneté de 7 ans ou plus (34 % contre 32 %).

Le poids des noms « anciens » augmente donc légèrement, avec à la clé un effet de stabilisation sur le taux de renouvellement.

En effet, la structure des .FR par ancienneté a une incidence directe sur le taux de maintenance de l'extension, car ce taux varie avec l'âge des noms de domaine (cf. Fig. 8).

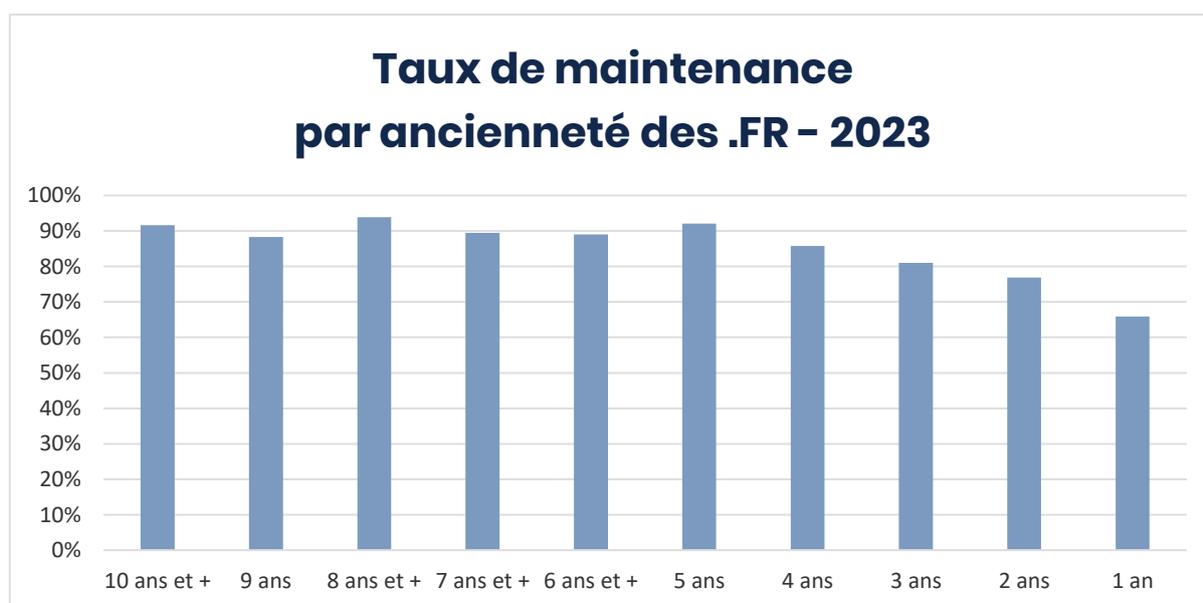


Figure 8 : Taux de maintenance par ancienneté des .FR en 2023

(Tableau des chiffres de la figure 8)

Le taux de maintenance en année 1 (premier renouvellement) a été de 66 % en 2023, et progresse par la suite à 80 % et plus. Un nom de domaine conservé plusieurs années de suite

a une probabilité de plus en plus importante d'être conservé dans l'avenir. À partir d'une ancienneté de 5 ans et plus, le taux de maintenance est égal ou supérieur à 90 %.

Le Taux faible en année 1 à fin 2023 (66 % contre un taux global de 83,4 %) montre que les bureaux d'enregistrement pourraient mener des campagnes de fidélisation efficaces au moment de ce premier anniversaire, l'espérance de gain (le renouvellement des noms) y étant la plus élevée.

Le taux de maintenance n'est jamais de 100 %, ce qui reflète l'existence d'un phénomène d'érosion naturelle décroissant à mesure que les noms gagnent en ancienneté. Toutefois, l'augmentation régulière de la proportion des noms ayant cette ancienneté de 5 ans et plus contribue à expliquer une tendance à la hausse structurelle du taux de maintenance global du .FR. En 2023, cette part a atteint les 45 % et bien que le rythme soit très lent, on peut penser que les 50% seront atteints à un horizon de 5 ans soit vers 2028.

Cet indicateur permet de savoir que le taux de maintenance du .FR devrait soit se stabiliser à 83 – 84 %, soit continuer à augmenter légèrement à mesure que les forts volumes de noms créés antérieurement à 2019 atteindront des anciennetés où les taux de maintenance sont de l'ordre de 90 %.

A contrario, il est important de surveiller l'évolution du taux de maintenance en 1^{ère} année, qui est traditionnellement le plus faible et porte structurellement sur 20 % du portefeuille.

Historiquement, ce taux n'a jamais dépassé les 70 % depuis au moins 2016, se situant dans la fourchette 68 – 70 % depuis 2017. Il a significativement chuté en 2023 du fait de créations plus volatiles en 2022 et particulièrement chez les particuliers (taux de maintenance de 59 %, contre 72 % pour les personnes morales).

5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998

La Figure 9 met en exergue les impacts sur la croissance du .FR des différentes vagues d'ouvertures (2004, 2006, 2011) et de la pandémie (2020/2021).

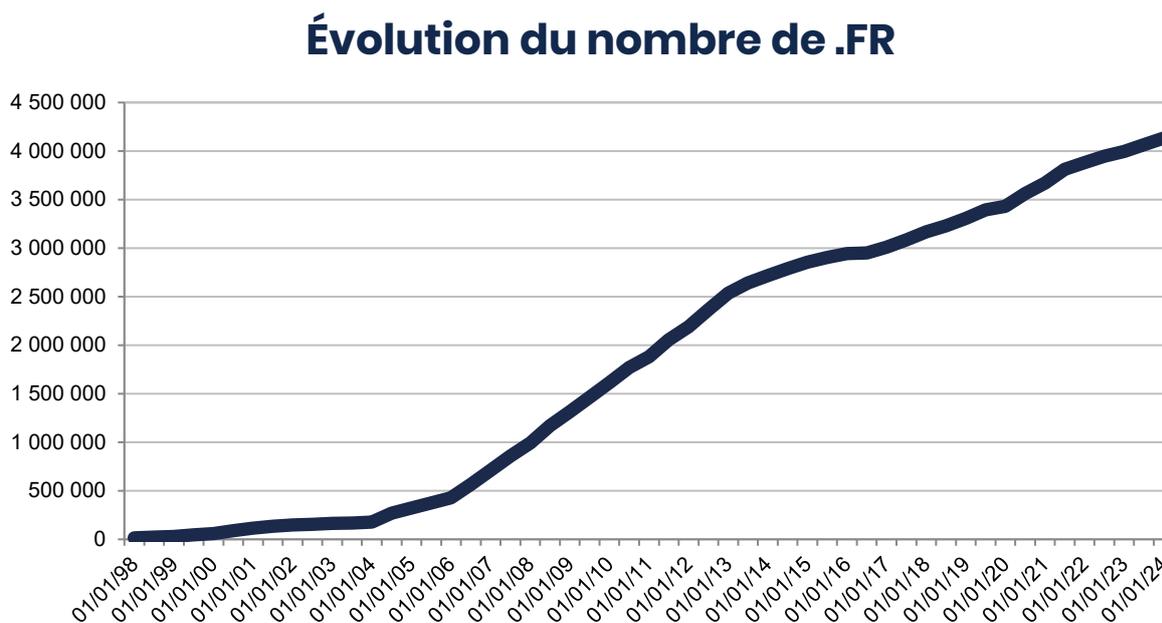


Figure 9 : Évolution du nombre de .FR période 1998–2023

(Tableau des chiffres de la figure 9)

On constate que l'assouplissement du « droit au nom » en mai 2004, c'est-à-dire l'abandon de l'exigence d'avoir à justifier d'un droit sur le nom déposé, a été le premier facteur d'accélération de la croissance.

C'est cependant l'ouverture aux particuliers en 2006 qui a été le facteur déterminant, les deux « ouvertures » cumulant leurs effets jusqu'en 2013 sans effet notable de l'ouverture à l'Union européenne (2011).

À partir de 2013, la croissance se ralentit et il faut attendre le début 2017 pour franchir les trois millions de .FR. Le rythme reste soutenu en 2018 et 2019, et s'accélère encore en 2020 du fait de la pandémie et des confinements ; les 3,5 millions de .FR sont franchis au 2^{ème} semestre 2020.

En 2021, la pente est restée forte bien qu'une inflexion ait pu être remarquée. Les 4 millions de .FR ont été franchis en décembre 2022 avant qu'un bloc de suppressions ne fasse retomber le stock à 3 996 245 .FR au 31/12/22.

En 2023, le stock progresse de 3,4% et atteint les 4 133 832 noms pour 801 421 créations.

6. Concentration du marché du .FR

L'indice de concentration du .FR est calculé en prenant la somme des carrés des parts de marché des 10 premiers bureaux d'enregistrements (formule du HHI ou Herfindahl-Hirschmann Index).

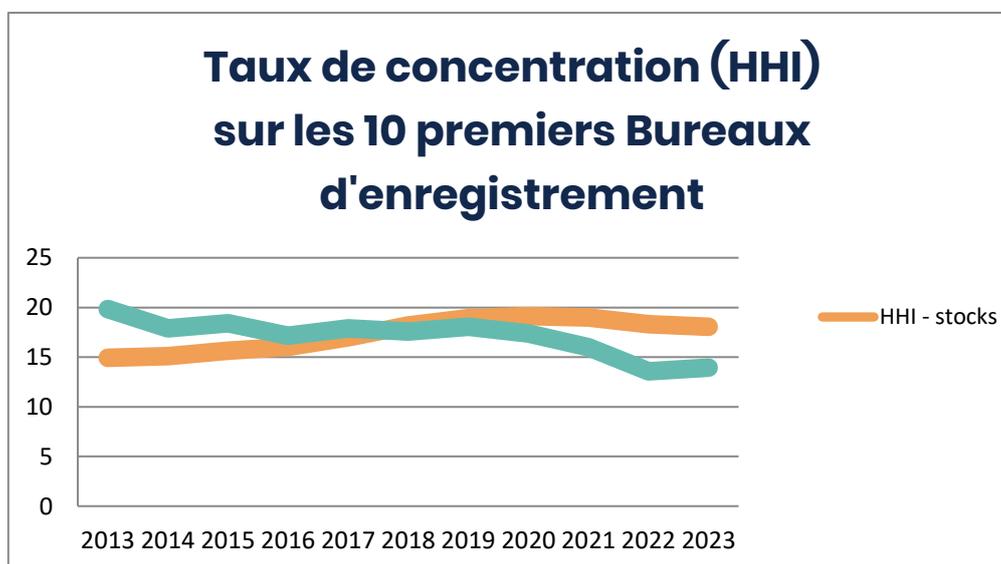


Figure 10 : Taux de concentration (HHI) sur les 10 premiers BE (2013 – 2023)

(Tableau des chiffres de la figure 10)

La Figure 11 montre les évolutions de la concentration du « marché » .FR depuis 2013.

À l'heure actuelle, le .FR est toujours considéré aux termes de la nomenclature HHI comme un marché moyennement concentré. Cependant il pourrait être considéré comme significativement concentré si l'indice passait au-delà de 20.

La courbe HHI Stock progresse jusqu'en 2019, se stabilise en 2020/2021 et décline en 2022 et 2023, sous l'effet de l'évolution de l'indice HHI des créations. Celui-ci est passé sous l'indice du Stock dès 2018, mais le décrochage s'est vraiment produit à partir de 2020 et jusqu'en 2022. L'indice semble repartir à la hausse en 2023. Nous sommes donc toujours en phase de déconcentration du marché, l'indice HHI Stock réagissant plus lentement du fait des noms déposés qui constituent en pratique des « positions acquises » pour les bureaux d'enregistrement, la part de noms passant d'un bureau à un autre restant marginale (cf. Fig. 11). Cette proportion n'a en effet jamais dépassé les 2,5 % entre 2014 et 2019, établissant un « record » ponctuel en 2020 à 3,5 % avant de revenir à ses niveaux habituels (2,3 % en 2021, 1,9 % en 2022 et 2,3 % en 2023).

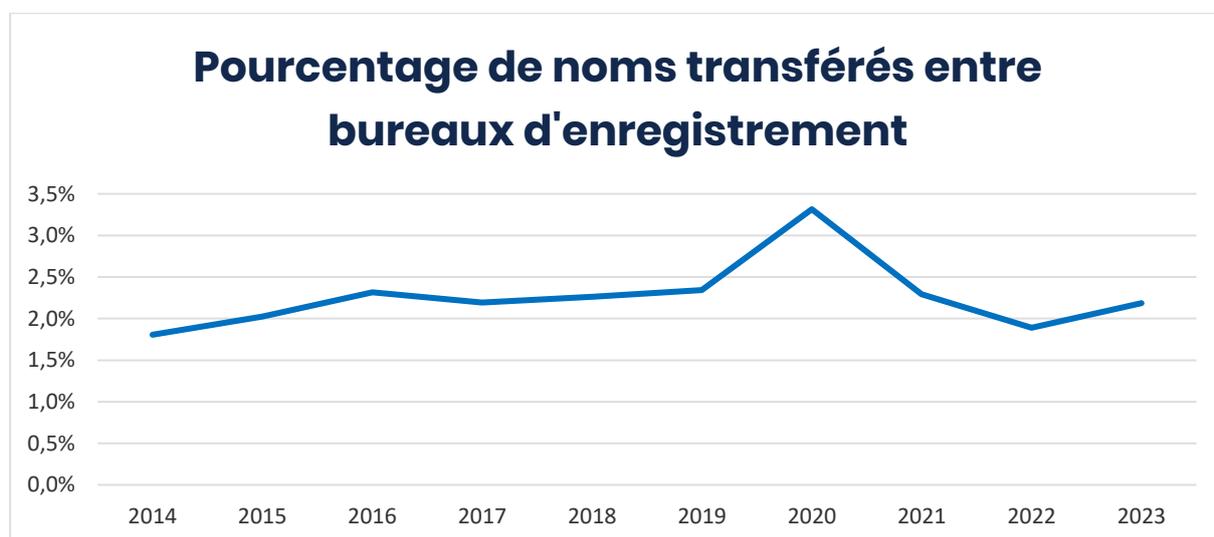


Figure 11 : Pourcentage de noms transférés entre bureaux d'enregistrement (2014 – 2023)

(Tableau des chiffres de la figure 11)

Les portefeuilles sont donc très stables, leurs évolutions étant dictées, au niveau des bureaux d'enregistrement, par les effets conjugués des créations et des renouvellements plus que par les flux de clients captés ou perdus.

Cette relative atonie des taux de transferts inter-bureaux d'enregistrement montre que le marché des noms de domaine en France reste encore un marché « de croissance », la concurrence s'exerçant sur les créations bien plus que sur les clients acquis.

À mesure que le marché entrera dans sa phase de maturité (ce qui ne semble pas encore être le cas) le taux de transfert inter-bureaux d'enregistrement devrait s'apprécier en reflétant une concurrence accrue sur les clients acquis, l'objectif de certains bureaux d'enregistrement devenant de conquérir des parts de marché en séduisant les clients de leurs concurrents.

Toutefois cette stratégie se heurterait à plusieurs obstacles : les noms de domaine sont souvent associés à différents services de présence internet et le changement de bureau d'enregistrement peut avoir une incidence sur ces autres services, ce qui est un frein à la décision de transfert.

Dans un contexte de concurrence accrue, des politiques de prix agressives conduiraient à l'augmentation des coûts d'acquisition clients qui ne pourraient être compensés que dans le cadre de « packages » de services intégrant les noms de domaine, ou bien par des tarifs de renouvellement plus élevés que le tarif de transfert initial, ce qui augmenterait la volatilité du portefeuille (augmentation des abandons potentiels) et alimenterait la dynamique des transferts inter-bureaux d'enregistrement.

Placés au cœur des dispositifs de présence internet, les noms de domaine par eux-mêmes ne sont pas encore l'objet d'une concurrence très vive entre acteurs, ainsi qu'en témoigne l'analyse des flux de transferts entre bureaux d'enregistrement.

2023	Transferts entrants		Total	%
	3 premiers	Autres		
Transferts sortants	3 premiers	Autres	Total	%
3 premiers	16 204	22 750	38 954	43 %
Autres	18 528	32 865	51 393	57 %
Total	34 732	55 615	90 347	
%	38 %	62 %		

Tableau 3 : Transferts inter – bureaux d'enregistrement

En 2023, sur 90 347 transferts entre bureaux d'enregistrement, 34 732 (38 % contre 45 % en 2022, 42 % en 2021 et 30 % en 2020) étaient réalisés au profit des trois leaders, tandis que ces mêmes leaders perdaient 38 954 noms (43 % du total contre 39% en 2022, 37 % en 2021 et 25 % en 2020) au profit des autres bureaux d'enregistrement.

Le solde net des transferts s'établit donc à 4 222 noms en défaveur des trois leaders (4,7 % du total), pour la première fois depuis trois ans.

Les flux d'échanges entre ces trois leaders ne représentaient que 16 204 noms (18% contre 19 % en 2022, 16 % en 2021 et 11 % en 2020) alors que les flux entre les autres bureaux pesaient 36 % du total (contre 35% en 2021 et 2022, et 56 % en 2020).

Ainsi, en 2023, les flux de transferts se sont exercés au détriment des leaders pour la première fois depuis des années, les flux entre leurs concurrents représentant deux fois les flux entre eux.

Ce phénomène est peut-être ponctuel, mais peut-être s'agit-il aussi d'un signal « faible » montrant que les leaders voient leurs offres menacées par des challengers plus agressifs commercialement, ou plus innovants en termes de services.

Tous les bureaux d'enregistrement ne proposent pas le même type de services aux clients qu'ils ciblent, et pas aux mêmes tarifs. La concurrence au niveau des transferts se joue en théorie entre bureaux d'enregistrement partageant un même modèle économique, et proposant des offres similaires à des prix assez proches. Un client grand compte a ainsi peu de chances de passer chez un bureau d'enregistrement ciblant le grand public et les TPE/PME, de même qu'un particulier ou une TPE seront vraisemblablement peu attirés par des tarifs élevés incluant des prestations dont ils n'auront pas besoin.

Le phénomène des flux de transferts met aussi en lumière les enjeux croissants liés aux réseaux de revendeurs, qui peuvent faire migrer de l'un à l'autre les portefeuilles de noms de domaine que leurs clients leur ont confié en gestion.

Bien qu'ils n'occupent pas une part majoritaire dans les flux inter-bureaux d'enregistrement, les trois leaders restent puissants sur le marché du .FR. On observe cependant que leur part de marché globale tend à s'effriter, dans le contexte de la déconcentration progressive du marché du .FR.

La figure 12 ci-dessous décrit l'évolution depuis 2013 des parts de marché des trois premiers acteurs, en stock et en créations. Elle montre que le phénomène de « déconcentration » (concentration des créations inférieure à celle du Stock) a commencé pour eux dès 2017, la concentration en stock continuant à progresser tout en « freinant » progressivement (+ 3,1 points en 2017, + 0,9 en 2018, + 0,4 en 2019) avant de diminuer en 2020 (- 0,4), 2021 (- 0,6), 2022 (- 1,4) et 2023 (- 1,1), ce processus semblant se stabiliser.

Cette évolution est très proche de celle que nous avons pu constater pour l'ensemble du .FR, montrant que cette dernière est bien déterminée par les performances des trois premiers bureaux d'enregistrement.

Ces données confirment en outre l'idée que les grands leaders n'ont pas été ceux qui ont le plus profité, en termes relatifs, des effets de l'accélération de la transformation numérique.

Le fort différentiel entre créations (53 %) et Stocks (62 %) met en lumière la perte de vitesse relative des trois leaders sur le segment de marché le plus concurrentiel, celui des créations. Bien que de taille significativement plus modeste, leurs « challengers » ont probablement su mettre au point des profils d’offres (prix, services) mieux adaptés aux conditions actuelles. À moyen – long terme, ces offres pèsent aussi sur les taux de maintenance, impactant la part de marché des trois leaders en stock. La stabilisation de la concentration notée en 2023 pourrait laisser entendre que les leaders profitent du retour aux modes de fonctionnement pré-Covid.

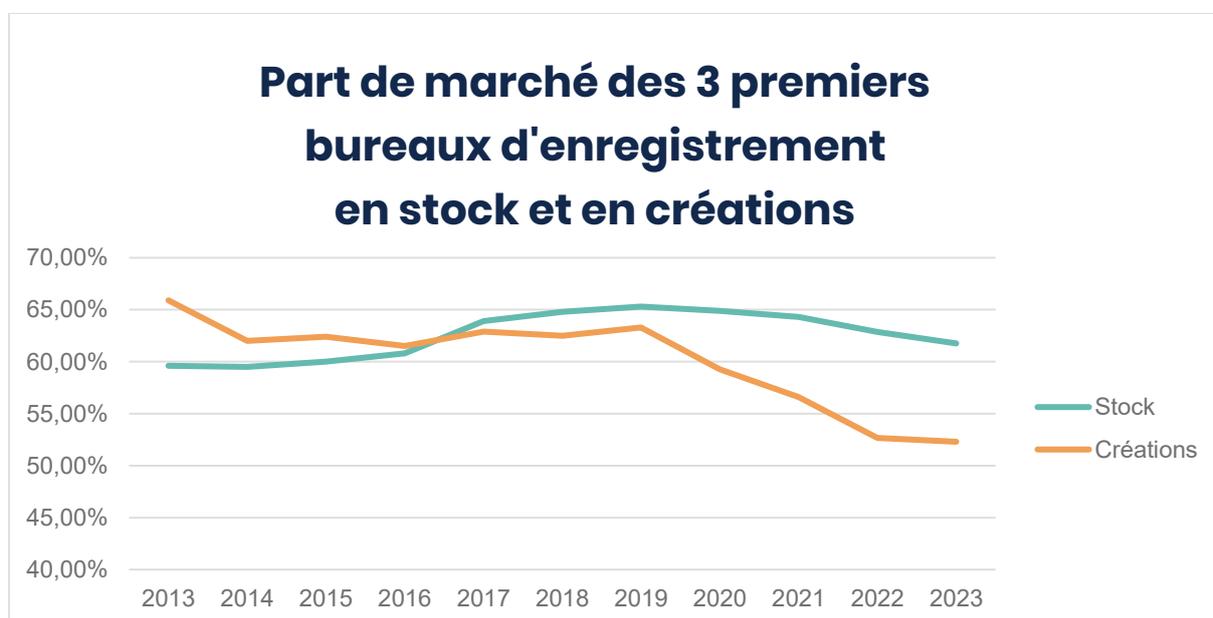


Figure 12 : Part de marché des 3 premiers bureaux d’enregistrement en stock et en créations (2013 – 2023)

(Tableau des chiffres de la figure 12)

Le poids de ces trois acteurs – près des deux tiers du .FR à eux seuls – reste aujourd’hui considérable dans l’activité du .FR en regard du nombre de bureaux d’enregistrement actifs sur cette extension. Mais si leur part dans les créations venait à tomber sous les 50 %, ce serait un signe fort, annonciateur d’une évolution en profondeur des facteurs clefs de succès du marché des noms de domaine en France.

7. Répartition des .FR sur le territoire national

Le Tableau 4 montre que les disparités entre dynamiques régionales se sont maintenues en 2023, même si les performances ont été moins fortes en termes de croissance.

Ce classement montre que le phénomène de « rattrapage » connu par un certain nombre de régions depuis le Covid s'est poursuivi en 2023, l'Île de France présentant la situation paradoxale d'être à la fois la plus importante en parts de marché (28 %) et la plus faible en termes de croissance (+ 0,8 %).

Région	2023	Var. 2023	PdM 2023	Var. (*)
Grand-Est	225	3,8 %	5 %	- 0,31
Nouvelle Aquitaine	284	3,0 %	7 %	+ 0,26
Auvergne Rhône-Alpes	482	2,4 %	12 %	+ 0,21
Bourgogne Franche-Comté	102	3,2 %	2 %	- 0,07
Bretagne	145	6,3 %	4 %	+ 0,08
Centre Val de Loire	94	3,0 %	2 %	- 0,06
Corse	12	0,8 %	0 %	- 0,01
Ile de France	1 159	1,8 %	28 %	- 3,97
Occitanie	319	3,1 %	8 %	- 0,87
Hauts de France	202	2,7 %	5 %	- 0,37
Normandie	115	2,8 %	3 %	+ 0,08
Pays de la Loire	186	3,1 %	5 %	0,00
Provence-Alpes-Côte d'Azur	311	3,0 %	8 %	- 0,25
Ultra-marins	47	17,1 %	1 %	+ 0,26

Tableau 4: Répartition des .FR par région des titulaires en 2023

(*) Var.: variation en points de la part de marché de chaque région sur une longue période (2014-2023)

Les poids des différentes régions correspondent à l'existence de grands centres urbains et économiques : l'Auvergne Rhône-Alpes vient en 2^e position avec 12%, la Provence Alpes Côte d'Azur et l'Occitanie en 3^e avec 8% chacune, la Nouvelle-Aquitaine en 5^e avec 7%, etc. Les régions les plus rurales, Normandie, Corse, Ultra-Marins, Centre Val de Loire, Bretagne, Bourgogne Franche Comté et Grand-Est sont plus en retrait, même si l'on constate que certaines d'entre elles sont aussi les plus fortes en termes de croissance (Bretagne notamment).

Les chiffres variant peu d'une année sur l'autre, il semble plus pertinent d'observer la tendance sur une longue durée. Entre 2014 et 2023, la région qui a le plus perdu de « poids »

est Île de France (- 3,97 points) même si elle reste de loin la plus forte en termes de parts de marché. La Nouvelle-Aquitaine, les Ultra-Marins et l'Auvergne Rhône Alpes sont les challengers les plus dynamiques.

Mais une partie de la croissance du .FR a aussi été obtenue grâce aux titulaires situés à l'étranger.

8. Titulaires étrangers

L'ouverture du .FR à l'Europe a eu lieu en 2011, avec un impact limité sur la dynamique de croissance du .FR. Le pourcentage de .FR déposés par des étrangers n'a pourtant pas cessé d'augmenter ensuite, passant de 4,9 % en 2013 à 10,9 % en 2023. Cette progression n'a connu qu'une seule année en négatif, 2018.

La croissance du nombre de noms déposés par des étrangers en 2023 a été supérieure à celle du .FR dans son ensemble : + 15,6 % contre + 3,4 %. Ces données montrent l'attractivité du .FR pour les entreprises étrangères souhaitant commercialiser leurs produits et services sur le marché français.

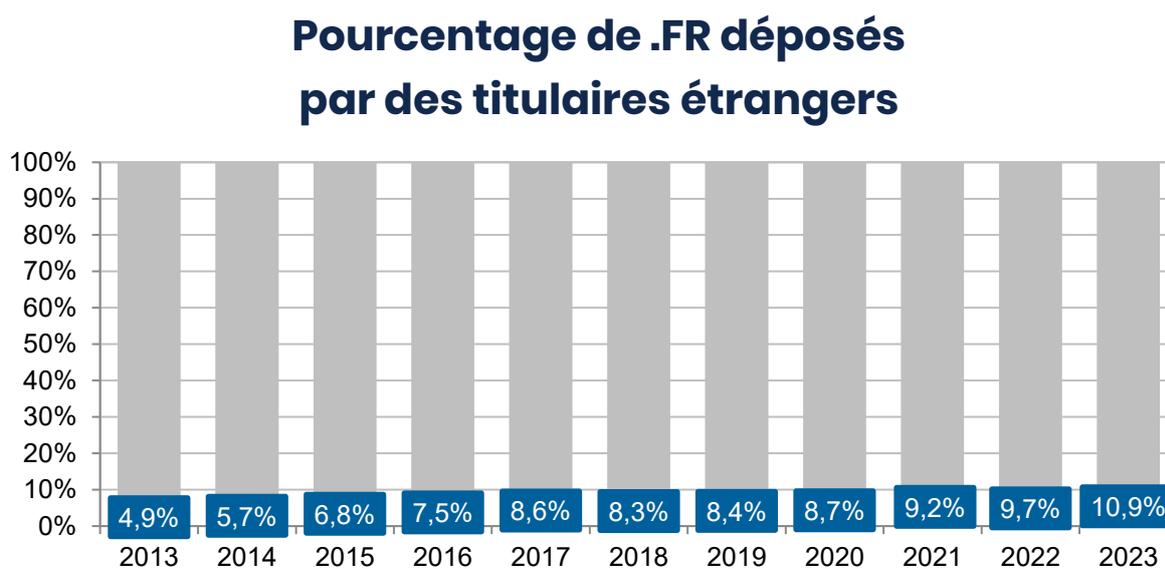


Figure 13 : Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers

(Tableau des chiffres de la figure 13)

Les titulaires étrangers sont toujours principalement situés aux Pays-Bas qui se placent à la 1^{ère} place en 2023 comme en 2022 (139 000 noms contre 93 000), en Allemagne (81 000 noms contre 79 000), en Suisse (47 000 noms contre 39 000), en Belgique (42 000 noms contre 43 000) et en Espagne (22 000 noms contre 20 000). La forte progression observée aux Pays-Bas depuis plusieurs années pourrait être la conséquence d'activités soutenues de domainining chez les acteurs de ce pays, au travers de bureaux d'enregistrement spécialisés.

9. DNSSEC

La proportion de .FR signés au moyen de DNSSEC est passée de 3,8 % en 2013 à 19,9 % en 2023, soit une multiplication par 8 en volume, de 103 000 noms à 824 000 noms.

Ceci est dû à une politique volontariste de certains grands bureaux d'enregistrement qui ont adopté des procédures visant par exemple à signer en DNSSEC les nouveaux noms déposés.

Un premier « bond » a été observé en 2021, le second étant constaté en 2023.

Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

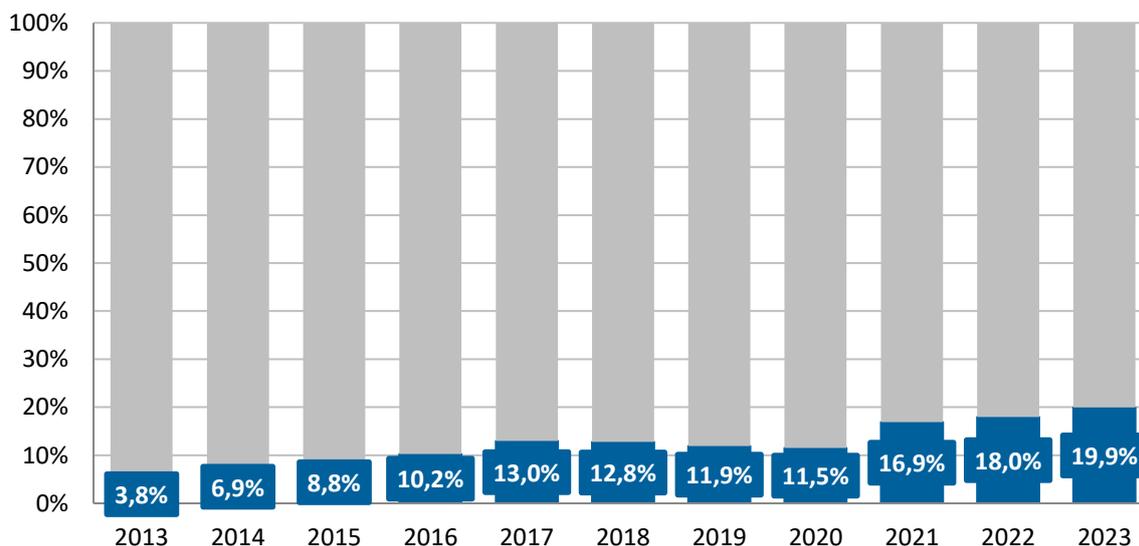


Figure 14 : Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

(Tableau des chiffres de la figure 14)

Bien que cette évolution soit très encourageante, ce taux reste encore assez modeste en regard de ceux d'autres extensions européennes.

L'apparition en 2020 d'un nouveau type d'attaque baptisé SAD permettant d'empoisonner la mémoire d'un résolveur DNS (c'est-à-dire de lui faire accepter des réponses mensongères,

qu'il distribuera ensuite à ses clients) est venue renforcer l'actualité de DNSSEC, seule solution fiable contre l'attaque SAD. C'est vraisemblablement à ce contexte que l'on peut attribuer la progression plus soutenue notée depuis 2021.

10. Noms en caractères accentués sous .FR

La proportion de noms en .FR au format IDN, c'est-à-dire contenant des caractères accentués, reste faible avec ses 0,8 %. Elle suit une très légère pente ascendante depuis 2019 après une période de baisse (2013-2018).

Il faut mettre cette évolution en regard de la variation du stock : le nombre de noms « IDN » sous .FR a crû de 7,1 % en 2023 pour s'établir à 31 364.

Ces chiffres restent anecdotiques à l'échelle du .FR, recouvrant sans doute un grand nombre de noms défensifs (marques contenant des caractères accentués) et quelques noms spéculatifs (noms communs contenant des caractères accentués). L'absence d'usages probants explique la faiblesse du pourcentage et le cercle parfois vertueux, parfois vicieux qui lie étroitement les flux de noms de domaine et l'usage qui en est fait.

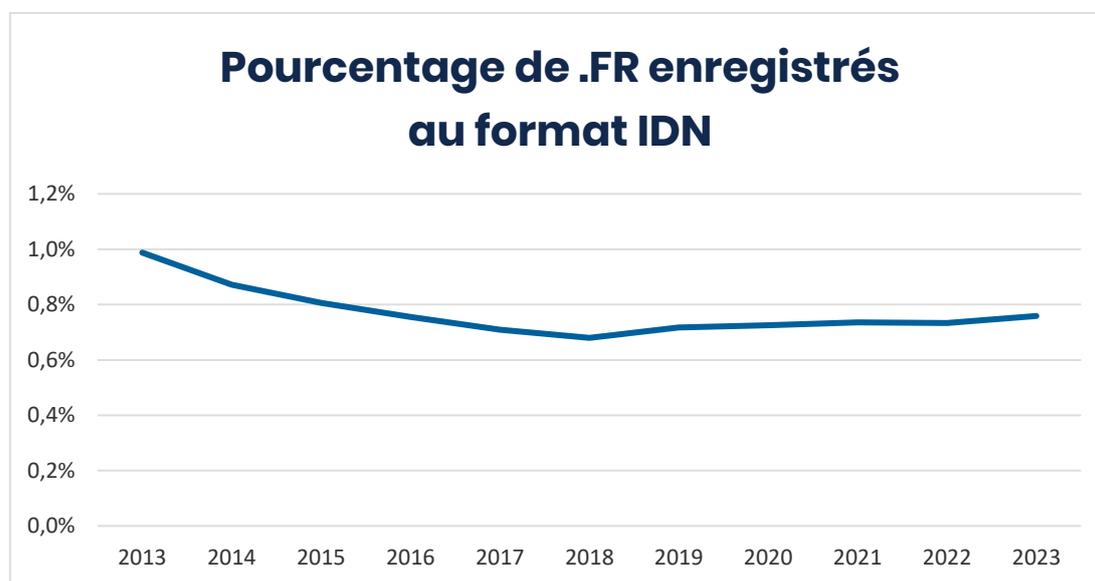


Figure 15 : Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN

(Tableau des chiffres de la figure 15)

11. Dépôts en mode multi-années

Les dépôts et renouvellements de .FR pour des durées supérieures à 1 an (et pouvant aller jusqu'à 10 ans) sont possibles depuis le 30 mars 2015. Mais bien que cette possibilité existe depuis bientôt neuf ans, la proportion de .FR enregistrés ou renouvelés pour des durées supérieures à 1 an reste marginale. Elle a cependant connu une progression notable en 2023, repassant au-dessus des 7 %.

Pourcentage de .FR enregistrés en multi-années

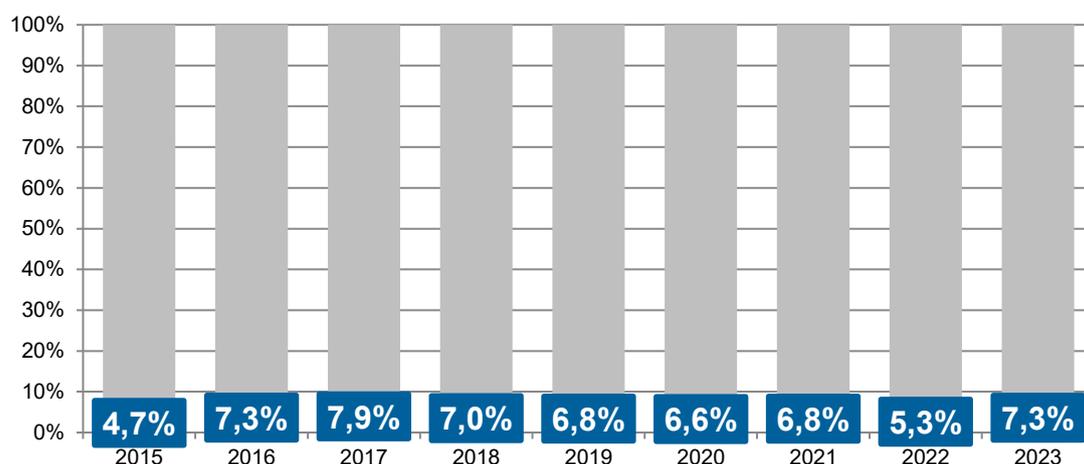


Figure 16 : Pourcentage de .FR enregistrés en multi-années

(Tableau des chiffres de la figure 16)

Il y avait 299 848 .FR déposés pour deux ans ou plus au 1^{er} janvier 2024, soit une augmentation de 41,5 % en pourcentage et de 2 point en pourcentage du total des .FR.

La tendance au déclin observée entre 2017 et 2022 pouvait s'expliquer par la mise en place de systèmes de renouvellement automatiques par plusieurs grands bureaux d'enregistrement, qui rend moins intéressant le dispositif multi-années. La progression de

2023 pourrait être liée à la perte de vitesse relative des leaders observée ci-dessus, au profit de challengers dynamiques n'ayant pas mis en place de systèmes de renouvellement automatiques et proposant donc des schémas multi-années.

La structure des échéances (de 2 ans à 10 ans) montre que l'essentiel des multi-années est à une échéance de 2 ans (68 %), les autres échéances allant décroissant. Cette structure est globalement stable dans le temps.

12. Le .FR et la création d'entreprises

Les créations de .FR sont opérées :

- par des entreprises existant depuis un certain temps, dans le cadre de leur activité ;
- par des entreprises en création ;
- par des porteurs de projets déposant leurs noms de domaine à titre personnel en l'absence de structure juridique ;
- par des personnes physiques ayant des besoins d'ordre professionnel ou privé induisant le dépôt de .FR.

On ne peut donc s'attendre à une situation où les créations de .FR seraient entièrement dues aux créations d'entreprises, d'autant plus que les entreprises établies ou en création ne déposent pas uniquement des .FR.

Cependant il nous a paru intéressant de comparer les évolutions des créations de .FR et d'entreprises, sur la base des données fournies par l'INSEE.

La Figure 17 ci-dessous montre qu'il existe un lien entre la dynamique du .FR et la création d'entreprises, notamment la création d'entreprises individuelles (E. I.) plutôt que d'entreprises « sous forme sociétaire ».

Ce lien est particulièrement visible sur la période 2013-2017, où les chiffres annuels étaient assez stables, comme en 2019-2020 où les créations ont évolué à la hausse. Le .FR semble avoir un peu moins profité des créations d'entreprises en 2021 et 2022, peut-être parce que les entreprises nouvellement créées durant ces années-là se sont moins immédiatement dotées d'une présence internet qu'en 2020. En 2023, l'évolution du .FR semble plus directement liée à celle des créations d'entreprises individuelles, les créations d'entreprises sous forme sociétaire connaissant un repli (les chiffres INSEE définitifs pour décembre 2023 n'ayant pas encore été publiés, les données que nous proposons ici ne sont qu'indicatives).

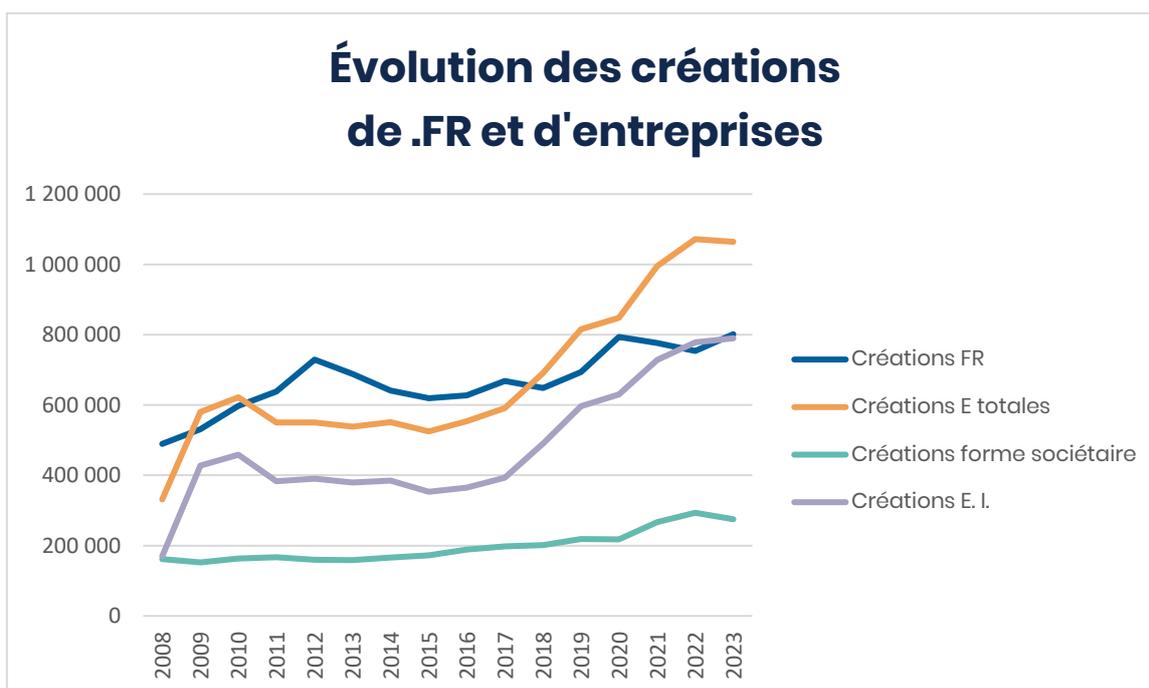


Figure 17 : Créations de .FR et d'entreprises

(Tableau des chiffres de la figure 17)

Compte-tenu de la multiplicité des paramètres entrant en ligne de compte, il est difficile de donner des explications définitives de ces variations. La tendance constatée en 2020 – 2021 incite toutefois à penser que les entreprises en création ont eu, plus que les années précédentes, le réflexe d'adopter une présence numérique, ce qui s'est moins produit en 2022.

En 2023, les créations d'entreprises sous forme individuelles ont plutôt été en hausse, ce qui rejoint l'évolution du .FR. La perte de vitesse du .COM dans cette même période laisse entendre qu'une réelle préférence a été accordée au .FR.

L'évolution des défaillances d'entreprises mérite aussi d'être étudiée puisqu'elle constitue un facteur pouvant influencer sur le niveau des suppressions de .FR.

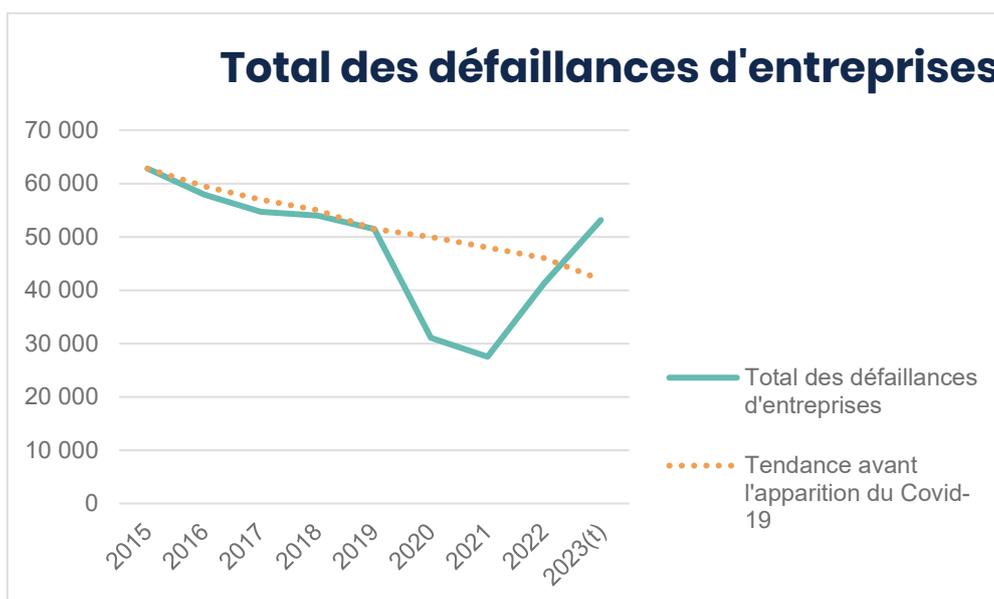


Figure 18 : Total des défaillances d'entreprises

Source : INSEE. Dernière mise à jour du 25/10/23 allant jusqu'à août 2023.

Le chiffre 2023 est une projection en fonction des poids historiques de chaque mois entre 2015 et 2022.

(Tableau des chiffres de la figure 18)

Le décrochement visible de 2020 / 2021 est vraisemblablement attribuable aux aides gouvernementales qui ont protégé les entreprises de défaillances liées à la crise sanitaire tout en permettant la survie de certaines qui auraient dû faire faillite dans des conditions normales.

Le volume d'entreprises concernées peut être visuellement estimé à environ 20 000 en 2020 comme en 2021. Il s'est formé à l'époque un « gisement » d'entreprises fragiles susceptibles de périr une fois les aides gouvernementales supprimées (et devant être à présent remboursées pour une partie d'entre elles).

En 2022 le nombre de défaillances a augmenté de manière très significative (+ 50 %) mais il est resté encore inférieur d'environ 4 000 au chiffre qu'il aurait dû atteindre si l'on prolonge

la tendance pré-Covid. En 2023, ce « rattrapage » s'est poursuivi avec une augmentation de 29 % du nombre de défaillances (projections réalisées à partir des données INSEE disponibles à fin août). Il excède ainsi de 11 000 le nombre de suppressions qui auraient dû se produire toutes choses égales par ailleurs depuis 2019.

Le « gisement » d'entreprises fragiles que nous estimions à environ 40 000 n'est donc pas encore épuisé (dépassements de 4 000 et 11 000 soit 15 000) : la tendance devrait se poursuivre en 2024, sans doute accentuée par les effets de la situation économique.

L'impact de l'augmentation des défaillances de 12 000 en 2023 a pu peser à la marge sur le taux de maintenance du .FR, en le privant de 0,3 point (pour une part de marché de 40% environ).

13. Perspectives 2024 du .FR

L'année 2023 a été marquée pour le .FR par une dynamique exceptionnelle des créations, qui valide l'hypothèse déjà énoncée en 2022 d'une réelle pérennisation des effets de l'accélération de la transformation numérique au sein des TPE PME françaises.

Mais ceci peut être aussi bien la marque d'une dynamisation nouvelle du .FR que d'une poussée de « domaining » d'assez grande ampleur ciblant une extension stable, reconnue sur son marché et à forte notoriété.

En corollaire toutefois, nous constatons aussi une tendance à l'augmentation des suppressions et de la volatilité des nouveaux enregistrements (taux de maintenance au bout d'un an inférieur aux niveaux habituels).

Une partie de cette évolution est systémique, les volumes plus importants de créations induisant des volumes plus importants de suppressions les années suivantes. Une autre partie reste liée à un contexte économique difficile et aux conséquences à long terme de la période du Covid.

Enfin, une fraction des entreprises qui s'étaient dotées d'un dispositif internet pour faire face aux confinements a préféré revenir aux anciens modes de fonctionnement une fois la crise passée, sans pérenniser ses efforts numériques. Ceci peut aussi induire des suppressions supplémentaires.

Dans un contexte économique morose, la perception de *retour sur investissement* est toujours clé : d'autres études de l'Afnic, comme celle menée dans le contexte de Réussir avec le Web, montrent que c'est cette perception qui est actuellement en défaut. Se doter d'un site internet, mais aussi le faire vivre, le faire connaître, est un investissement continu en temps et en argent, en acquisition de compétences aussi, qui peut paraître peu rentable

à un certain nombre d'entreprises (ce sentiment se retrouvant aussi à l'égard des réseaux sociaux).

L'année 2024 débute dans un contexte économique incertain et avec un double défi pour le .FR. D'une part, saura-t-il reproduire ou dépasser le niveau déjà exceptionnel des créations 2023 ? D'autre part, pourra-t-il maintenir ou même résorber des suppressions qui pourraient devenir problématiques pour le développement de l'extension si elles continuaient à progresser ?

Face à ces deux défis d'importance, la croissance du .FR en 2024 devrait être de l'ordre de 2%, assez alignée avec celles des autres ccTLD européens.

Tout comme nous le constatons déjà en 2023, un enjeu majeur pour l'économie numérique française en 2024 reste de continuer à stimuler l'acquisition de « bonnes pratiques » numériques par les entreprises de toutes tailles, en soutenant celles qui se sont déjà approprié ces nouveaux outils et en « repêchant » celles qui sont tentées d'y renoncer ; ceci afin d'éviter que ne se crée, ou recrée, une « fracture numérique » entre entreprises.

Toutes les entreprises n'ont pas un égal besoin des outils numériques et d'une présence internet, mais il en est peu qui n'aient pas un bénéfice à en retirer.

Les efforts continus de l'Afnic en direction des TPE/PME, comme « Réussir avec le web » ou les initiatives « Je passe au numérique » et « Tous en ligne maintenant » font partie des réponses possibles.

Plus que jamais, l'Afnic est un acteur important du développement de l'internet en France et un partenaire privilégié pour les pouvoirs publics comme pour les structures privées, au premier rang desquelles les TPE/PME.

14. Annexe : Données sources des graphiques

Figure 1 : Évolution des croissances annuelles

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Croissance FR	15,6%	14,7%	8,1%	5,1%	3,2%	2,2%	5,2%	4,4%	3,7%	7,0%	5,8%	2,9%	3,4%
Croissance marché français	19,1%	4,1%	5,8%	4,9%	5,3%	2,6%	3,2%	2,1%	2,0%	6,1%	3,6%	1,3%	1,1%
Croissance zone UE (hors UK)					3,0%	1,9%	2,9%	0,0%	0,7%	3,4%	2,9%	1,6%	1,8%
Croissance marché global					9,2%	10,6%	0,8%	4,0%	4,6%	-0,2%	0,5%	1,9%	2,7%

(Retour au graphique 1)

Figure 2 : Évolution des parts de marché en France (2013 – 2023)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
FR	32,3%	35,9%	36,4%	36,4%	35,7%	35,7%	36,4%	37,2%	37,7%	38,0%	38,8%	39,4%	40,3%	0,9%
COM	46,2%	43,0%	43,3%	42,6%	43,2%	43,3%	43,4%	44,6%	45,2%	44,5%	45,1%	44,5%	43,8%	-0,8%
Autres Legacy	16,9%	16,3%	15,7%	15,2%	14,9%	14,0%	13,0%	12,1%	11,3%	11,0%	10,7%	10,4%	10,1%	-0,2%
Autres ccTLD	4,7%	4,8%	4,7%	4,6%	4,2%	4,1%	4,0%	3,7%	3,5%	3,3%	3,1%	3,0%	3,0%	0,0%
nTLD				1,3%	2,1%	3,0%	3,3%	2,4%	2,3%	3,3%	2,4%	2,7%	2,8%	0,1%

(Retour au graphique 2)

Figure 3 : Évolution de l'activité du .FR (2013 – 2023)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
Créations	628 258	717 434	676 946	641 304	614 259	627 626	667 948	648 563	694 063	793 441	776 514	753 412	801 427	6,4%
Suppressions	332 066	395 346	473 336	503 716	523 261	562 471	511 386	509 602	570 408	551 994	564 245	639 367	683 867	7,0%
Solde net	296 192	322 088	203 610	137 588	90 998	65 155	156 562	138 961	123 655	241 447	212 269	114 045	117 560	
Renouvellements	1 561 893	1 794 805	2 038 903	2 212 133	2 330 126	2 381 914	2 498 141	2 656 503	2 734 888	2 876 957	3 106 127	3 243 035	3 332 395	

(Retour au graphique 3)

Figure 4 : Formation du solde net du .FR (2013 – 2023)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Solde net	322 088	203 610	137 588	90 998	65 155	156 562	138 977	123 885	241 447	212 269	114 045	137 587
Variation des renouvellements	232 912	244 098	173 230	118 043	51 788	116 227	158 362	78 385	142 069	229 170	136 908	89 360
Variation des créations	89 176	-40 488	-35 642	-27 045	13 367	40 322	-19 385	45 500	99 378	-16 927	-23 102	48 015

(Retour au graphique 4)

Figure 5 : Variation du Taux de Création

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de création	28,7%	28,6%	24,9%	22,5%	20,9%	20,9%	21,1%	19,6%	20,2%	21,6%	20,0%	18,9%	19,4%

(Retour au graphique 5)

Figure 6 : Variation du taux de Maintenance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux de maintenance	82,5%	81,9%	81,2%	81,5%	81,7%	80,9%	83,0%	83,9%	82,7%	83,9%	84,6%	83,5%	83,4%

(Retour au graphique 6)

Figure 7 : Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/2022

	10 ans et +	9 ans	8 ans et +	7 ans et +	6 ans et +	5 ans	4 ans	3 ans	2 ans	1 an	0 an
31/12/23	23%	3%	4%	4%	5%	5%	7%	8%	10%	12%	19%

(Retour au graphique 7)

Figure 8 : Taux de maintenance par ancienneté des .FR en 2023

	10 ans et +	9 ans	8 ans et +	7 ans et +	6 ans et +	5 ans	4 ans	3 ans	2 ans	1 an
Taux de maintenance 2023	92%	88%	94%	89%	89%	92%	86%	81%	77%	66%

(Retour au graphique 8)

Figure 11 : Pourcentage de noms transférés entre bureaux d'enregistrement (2014 – 2023)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de .FR au 1er janvier	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 372	3 882 488	4 133 832
Nombre de .FR transférés d'un BE à un autre	49 046	57 776	68 201	65 996	71 648	77 389	113 675	84 167	73 421	90 347
%	1,8%	2,0%	2,3%	2,2%	2,3%	2,3%	3,3%	2,3%	1,9%	2,2%

(Retour au graphique 11)

Figure12 : Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement en stock et en créations (2013 – 2023)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	
Stock	59,60%	59,50%	60,00%	60,80%	63,90%	64,80%	65,3%	64,9%	64,3%	62,9%	61,8%	-1,1%
Créations	65,90%	62,00%	62,40%	61,50%	62,90%	62,50%	63,3%	59,3%	56,6%	52,7%	52,3%	-0,4%

(Retour au graphique 12)

Figure 13 : Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
%	4,9%	5,7%	6,8%	7,5%	8,6%	8,3%	8,4%	8,7%	9,2%	9,7%	10,9%
% français	95%	94%	93%	92%	91%	92%	92%	91%	91%	90%	89%
Nombre de Noms déposés par des étrangers	132 539	161 654	199 480	226 738	270 758	272 861	286 656	318 798	355 256	388 914	449 496
Nombre de .FR	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 372	3 882 488	3 996 245	4 133 832
Dont UE (hors UK 2021-)	126 353	154 912	191 886	219 558	263 394	265 523	278 496	310 656	323 803	362 489	429 471
% UE / Etrangers	95,3%	95,8%	96,2%	96,8%	97,3%	97,3%	97,2%	97,4%	91,1%	93,2%	95,5%
Variation nb de noms déposés par des étrangers	-	22,0%	23,4%	13,7%	19,4%	0,8%	5,1%	11,2%	11,4%	9,5%	15,6%

(Retour au graphique 13)

Figure 14 : Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
%	4%	7%	9%	10%	13%	12,8%	11,9%	11,5%	16,9%	18,0%	19,9%
% non DNSSEC	96%	93%	91%	90%	87%	87%	88%	88%	83%	82%	80%
Nombre de Noms signés en DNSSEC	102 898	196 807	258 321	308 459	410 651	423 625	408 871	422 621	656 054	718 232	823 867
Nombre de .FR	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 371	3 882 488	3 996 245	4 133 832

(Retour au graphique 14)

Figure 15 : Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
%	1,0%	0,9%	0,8%	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,8%
Nombre de Noms en caractères IDN	26 828	24 878	23 717	22 724	22 467	22 467	24 580	26 605	28 568	29 286	31 364
Nombre de .FR	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 371	3 882 488	3 996 245	4 133 832
Variation	-	-7,3%	-4,7%	-4,2%	-1,1%	0,0%	9,4%	8,2%	7,4%	2,5%	7,1%

(Retour au graphique 15)

Figure 16 : Pourcentage de .FR enregistrés au format multi-années

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
%	4,7%	7,3%	7,9%	7,0%	6,8%	6,6%	6,8%	5,3%	7,3%
% pas MA	95%	93%	92%	93%	93%	93%	93%	95%	93%
Nombre de Noms enregistrés en multi-années	139 278	220 137	251 225	232 967	233 929	242 761	263 722	211 906	299 848
Nomde de .FR	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 672 371	3 882 488	3 996 245	4 133 832
Variation	-	58,1%	14,1%	-7,3%	0,4%	3,8%	8,6%	-19,6%	41,5%

(Retour au graphique 16)

Figure 17 : Créations de .FR et d'entreprises

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Créations FR	489	531	597	638	728	688	641	619	627	667	648	694	793	776		
	374	449	725	095	807	302	346	659	626	948	563	063	441	514	753 412	801 427
Créations E totales	331	580	622	549	549	538	550	525	554	591	691	815	848	995	1 071	1 064
	439	193	039	805	975	185	794	091	031	267	283	257	164	519	881	725
Créations forme sociétaire	161	152	163	166	159	158	165	171	188	197	201	218	218	267	293 384	274 957
	808	303	659	674	529	875	764	998	843	899	087	426	054	075		
Créations E. I.	169	427	458	383	390	379	385	353	365	393	490	596	630	728	778 497	789 768
	631	890	380	131	446	310	030	093	188	368	196	831	110	444		

(Retour au graphique 17)

Figure 18 : Total des défaillances d'entreprises (source INSEE)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023(t)
Total des défaillances d'entreprises	62 806	57 959	54 687	54 012	51 502	31 068	27 526	41 316	53 179
Tendance avant l'apparition du Covid-19	62 806	59 500	57 000	55 000	51 500	50 000	48 000	46 000	42 000
Ecart / tendance pré-Covid	0	-1 541	-2 313	-988	2	-18 932	-20 474	-4 684	11 179
Var. défaillances	-	-8%	-6%	-1%	-5%	-40%	-11%	50%	29%

(Retour au graphique 18)

